

**Economie, sociologie et histoire du monde contemporain**

**Conception ESSEC**

**Session 2021**

**1 - Le sujet**

**La désindustrialisation : une fatalité ? La réindustrialisation : une utopie ?**

**2 - Barème, attentes du jury**

Le traitement du sujet nécessite une bonne connaissance des arguments théoriques économiques, la mobilisation d'exemples ponctuels et de faits stylisés.

**3 - Remarques de correction**

Le sujet proposé cette année s'est avéré très discriminant. Les copies se répartissent au sein de trois ensembles. Un premier ensemble de copies courtes, 5 ou 6 pages, très peu intéressantes ou hors-sujet, sans références, avec de nombreuses erreurs et des fautes de style. Les termes du sujet ne sont pas définis (désindustrialisation signifie délocalisation). La note moyenne ne dépasse pas 6. Le nombre de copies de ce type est anormalement important cette année. Un deuxième ensemble de très bonnes copies. Il représente environ 15% du total. On y trouve une réflexion, de nombreuses références, de bonnes illustrations et analyses, les devoirs sont bien équilibrés. Un troisième ensemble plus inégal qui regroupe des copies allant de 8 à 13. Les devoirs sont, en général, déséquilibrés. Les éléments de cadrage sur la désindustrialisation sont le plus souvent présents par contre la partie relative à la réindustrialisation est plutôt décevante. Les politiques industrielles sont mal connues et maîtrisées. C'est le point faible de la majorité des copies de ce troisième ensemble.

S'agissant de la définition des deux termes importants du sujet : désindustrialisation et réindustrialisation, deux écueils ont été rencontrés. Mesurer la désindustrialisation par la seule baisse de l'emploi industriel dans l'emploi total est trop limitatif. Pour contrôler la possible substitution du capital au travail, il est préférable de considérer l'évolution de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB. En outre, peu de candidats ont mentionné l'existence d'un déficit commercial industriel structurel pour qualifier ce terme. S'agissant de la réindustrialisation, il fallait éviter d'associer strictement ce terme à la relocalisation. La réindustrialisation peut s'opérer à partir de l'arrivée de nouveaux entrants domestiques dans les secteurs industriels ou de création de filiales par des firmes multinationales étrangères via des investissements directs.

La partie consacrée à la désindustrialisation constitue le point fort de la plupart des copies. La désindustrialisation apparaît comme une tendance de fond même s'il existe des différences notables d'évolution entre les pays (phénomène plus contenu en Allemagne qu'au Royaume-Uni et en France). Pour expliquer ce fait, il convenait de mobiliser les théories traditionnelles du commerce international et prendre en compte la division internationale des processus productifs. A ce stade, peu de copies ont fait référence à l'internationalisation de la chaîne de valeur de façon explicite avec une discussion sur l'intérêt qu'ont les firmes à pratiquer la sous-traitance internationale ou à implanter des filiales de production à l'étranger (Spencer, 2005). Avec justesse, les candidats ont souvent mentionné la courbe du sourire de Stan Shih à partir de laquelle pouvait s'engager une discussion sur les activités que les firmes internalisent ou externalisent dans la lignée des travaux de Coase (1937) et Williamson (1981).

Mais, on ne pouvait se contenter d'expliquer la désindustrialisation des pays développés par la seule mondialisation. Il fallait également mentionner la théorie du déversement (Sauvy, 1980) selon laquelle les gains de productivité dans l'industrie conduisent à un transfert d'emplois vers les services et en parallèle une demande croissante des consommateurs pour ces mêmes services (loi d'Engel). Il en résulte la loi de Baumol (ou maladie des coûts) qui explique l'augmentation des coûts et des salaires, dans des secteurs où la productivité n'augmente pas, par la hausse de la productivité dans les autres secteurs qui tirent les salaires vers le haut.

Un nombre trop restreint de candidats nuancent avec justesse l'importance de la désindustrialisation en raison de l'externalisation de certaines activités dans le secteur des services. La frontière entre industrie et services reste en effet floue.

On peut s'interroger sur les effets en termes d'emplois et de bien-être de la désindustrialisation pour les pays développés. Les candidats ont généralement proposé ce type d'analyse dans une troisième partie. Ils ont souvent opté pour les effets négatifs de la désindustrialisation en se focalisant sur le chômage des moins qualifiés et sur la perte de souveraineté économique des pays développés. La pandémie a mis en évidence, que pour certains pays développés, leurs champions nationaux n'étaient plus (pas) capables de produire de nouveaux vaccins et que la sécurité d'approvisionnement n'était pas garantie. Sur ce point, l'argument de diversifier ses sources d'approvisionnement pour limiter les risques n'est pas toujours possible surtout lorsque la production mondiale est concentrée géographiquement pour des raisons d'économies d'échelle et/ou d'effets d'agglomération géographique (clusters). Au-delà, la réduction de l'activité industrielle peut conduire à une perte de compétence, de savoir-faire et ne plus permettre aux pays développés d'être à la frontière technologique. Dans la littérature, les actifs spécifiques comme l'innovation sont internalisés par les entreprises. A contrario, on peut considérer que les entreprises manufacturières parmi les plus performantes ont une activité dans

les services de plus en plus importante (la servitisation). A titre d'exemple, en 2019, Boeing et Airbus annonçaient qu'à l'horizon de 10 ans au moins 30% de leurs activités se feraient dans les services.

Si on considère les firmes comme des agents rationnels, sans intervention extérieure (chocs macroéconomiques, intervention publique), la réindustrialisation risque d'être compliquée à envisager. De ce point de vue, on peut considérer qu'il s'agit donc d'une utopie ce qui peut constituer le point de départ de la deuxième partie. Malgré tout, il convient de nuancer le propos car dans un secteur où les innovations sont importantes (plus de 70% des dépenses de R&D sont effectuées dans l'industrie), il faut compter sur la destruction créatrice des nouveaux entrants et la disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités économiques (Schumpeter, 1942). De plus, on constate une relocalisation des activités d'entreprises multinationales dans leur pays d'origine. Ce phénomène semble plutôt limité en nombre et ne concerne que des entreprises de grande taille. Ces relocalisations peuvent s'expliquer par l'importance des coûts de transport, une flexibilité limitée dans l'offre de produits finals sur les marchés et une baisse de qualité des biens produits à l'étranger.

Il était intéressant d'aborder dans la troisième partie le rôle de l'Etat. Celui-ci apparaît peu efficace pour empêcher la désindustrialisation, puisque le choix de se délocaliser relève de la firme. Par contre, l'Etat est indispensable lorsqu'il s'agit de réindustrialisation. Sans politique industrielle pas de réindustrialisation. Beaucoup de candidats ont proposé le retour des champions nationaux. Mais, il s'agit d'un dispositif qui peut coûter assez cher en termes de financements publics et qui n'atteint pas toujours ses objectifs (Krugman, 1994). En Europe, la politique industrielle se limite à la politique de R&DI (recherche & développement et innovation). Il s'agit de restreindre la portée des imperfections de marché en promouvant des oligopoles technologiques (D'Aspremont et Jacquemin, 1988). En aval, sur les marchés de biens et services, c'est la concurrence qui doit prévaloir avec une politique qui combat les abus de position dominante et contrôle les fusions et acquisitions. L'articulation des deux politiques semble beaucoup plus efficace aux Etats-Unis qu'en Europe pour faire émerger des champions nationaux qui ne sont pas toujours dans l'industrie d'ailleurs, à l'exemple des « GAFAM ». Pour l'Europe, il y a sans aucun doute une opportunité à redéfinir sa politique industrielle pour prendre le virage technologique de la transition environnementale. Paradoxalement, la question de l'enjeu environnemental a été peu traitée dans les copies.

Concernant la structuration des devoirs, le plan à éviter était : 1. La désindustrialisation ; 2. La réindustrialisation. Le plan le fréquemment rencontré est le suivant : 1. La désindustrialisation est une étape inéluctable du développement économique ; 2. Ce processus n'est cependant pas une fatalité ; 3. La réindustrialisation : à quelles conditions et quelles limites ?

Sur la forme, cette année les introductions sont longues voire trop longues. Il n'est pas rare qu'elles dépassent 2,5 pages dans une copie de 8 pages. A l'inverse, les conclusions sont très courtes et rarement intéressantes. Trop de dissertations comportent encore un nombre important de fautes d'orthographe et de syntaxe. Trop souvent les devoirs sont difficilement lisibles, en raison d'une écriture peu soignée et de ratures très nombreuses.

#### 4 – Conseils aux futurs candidats

- Soigner l'écriture, éviter les ratures, les répétitions.
- Relire le devoir cela permettra d'éliminer ou de restreindre les fautes d'orthographe.
- Le style doit être simple et clair, éviter les phrases trop longues.
- Une attention particulière doit être accordée à l'introduction. Les termes importants du sujet doivent y être définis. Le sujet doit générer un questionnement et déboucher sur une problématique. Par exemple, le devoir se focalisera sur les pays développés pour telles raisons, ou le devoir ne traitera pas des pays en développement car...Le plan du devoir doit être annoncé en fin d'introduction et correspondre au questionnement. Enfin, l'introduction ne doit pas être trop longue, démesurée par rapport au reste du devoir.
- Il en est de même pour la conclusion. Trop souvent, celle-ci est bâclée et très courte. Si le devoir est bon, bien construit, il est dommage que la conclusion donne une mauvaise image en fin de lecture. La conclusion synthétise les principales idées et arguments développés dans le devoir, pour ensuite envisager leurs limites, les dépasser et élargir la réflexion ou le contexte.
- La qualité de l'analyse est et restera le principal critère de la notation. Elle doit être précise, fondée sur des arguments théoriques bien maîtrisés et bien référencés. Elle doit s'appuyer sur des faits précis et bien choisis.